

<http://pierre-alainmillet.fr/Rassemblement-pour-une-autre>



Rassemblement pour une autre politique du logement

- Logement -

Date de mise en ligne : lundi 10 juin 2019

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

J'ai participé au rassemblement devant le festival international du logement social vendredi 7 juin pour faire entendre le besoin "d'une autre politique du logement".

Il y avait une trentaine de locataires, mobilisés par deux fédérations de locataires, la CNL (confédération nationale des locataires) et la CSF (confédération syndicale des familles). Après quelques hésitations, et devant les rafales de vent violent qui interdisaient d'installer un barnum sur la place des archives, nous nous sommes installés dans la grand hall du bâtiment [1].

J'ai déjà publié [l'appel pour une autre politique du logement](#) qui esquisse en trois points ce que pourrait être dans la métropole de Lyon cette autre politique, autour d'un objectif principal, réduire fortement le mal logement en augmentant fortement les attributions et donc la construction/mise à disposition de logements. La métropole se fixait ces dernières années un objectif de 4000 logements par an, qu'elle n'a pas atteint en 2018, et il faudrait doubler cet objectif pour changer réellement les choses pour les demandeurs, les situations d'urgence, les besoins de mutation...

[<http://pierre-alainmillet.fr/sites/pierre-alainmillet.fr/local/cache-gd2/87/f7666d8848ee5bb2db73e4b2ae8680.jpg>]

[<http://pierre-alainmillet.fr/sites/pierre-alainmillet.fr/local/cache-gd2/02/a7d2afc3ec0c76afc231d7aebfb805.jpg>]

[<http://pierre-alainmillet.fr/sites/pierre-alainmillet.fr/local/cache-gd2/8b/d82313237842d0e55005ed4b330823.jpg>]

[<http://pierre-alainmillet.fr/sites/pierre-alainmillet.fr/local/cache-gd2/37/5fa7bcd9691768bacd5734d028015.jpg>]

[<http://pierre-alainmillet.fr/sites/pierre-alainmillet.fr/local/cache-gd2/fd/b98207b19c026c7520c62a3bd3d0e5.jpg>]

Les deux fédérations de locataires ont présenté leur démarche. D'abord Eddy Jacquemart, président national de la CNL, très revendicatif pour les droits des locataires et des demandeurs, puis Jean-Pierre Ottaviani, de la CSF, qui est lyonnais qui a bien connu la rénovation de la Duchère et l'insuffisance des politiques du logement de la ville de Lyon.

Michèle Picard, maire de Vénissieux et conseillère métropolitaine, a pris ensuite la parole pour évoquer la politique logement avec évidemment l'enjeu de l'action contre les expulsions. Il faut aussi noter la participation de Nathalie Perrin-Gilbert, maire du 1^{er} arrondissement de Lyon et conseillère métropolitaine, de Raphael Debu, conseiller régional, de André Gachet, conseiller métropolitain, d'une représentante du mouvement Générations, et du soutien de Idir Boumertit, conseiller métropolitain pour la France Insoumise.

Ce rassemblement s'est tenu dans le hall du bâtiment juste avant la clôture du festival international du logement et nous avons pu échangé avec beaucoup de participants, [2].

La clôture du festival a présenté la "grande conversation", une action des bailleurs sociaux à la rencontre de leurs locataires leur proposant de prendre la parole, ce qui a donné lieu à un film de paroles de locataires qui m'a laissé sur ma faim, tant il me paraît loin de la réalité vécue dans les quartiers populaires sur les tensions, les exaspérations souvent, qui marquent l'expression des locataires que je connais. Sans doute que la démarche des bailleurs donnant la parole aux locataires était très apprécié, mais il me semble que les témoignages choisis ne reflètent pas vraiment l'état d'esprit général dans le logement social...

Après cette "grande conversation", que Eddy Jacquemart, président de la CNL a commenté en soulignant que cette forme de rencontre ne pouvait remplacer la concertation avec les locataires et leurs associations, le festival a lancé aussi un « [appel de Lyon pour une société du logement abordable](#) ».

L'appel de Lyon pour une société du logement abordable

Je ne sais pas ce qu'en a dit Michel Le Faou, vice-président de la métropole qui concluait le festival, mais si cet "appel de Lyon" est positif puisqu'il demande justement une autre politique du logement, il ne dit rien, étrangement, des politiques actuelles de la France. C'est certes un appel européen, mais je ne crois pas qu'on puisse rester dans la confusion, en tout cas dans le silence sur les mesures du gouvernement que l'exécutif métropolitain soutient !

L'appel de Lyon évoque d'abord la crise mondiale du logement abordable en dénonçant *"La financiarisation croissante du logement en lien avec cette urbanisation pose également des problèmes dans la mesure où beaucoup d'investisseurs recherchent désormais des actifs rémunérateurs à court terme plutôt que des investissements productifs stables et de long terme"*

Puis, il insiste sur *les politiques locales qui doivent se mettre en place avec la mobilisation de tous les acteurs*, et demande de *"Réaffirmer l'engagement de tous les gouvernements à mettre en oeuvre le droit au logement"*, sauf que justement, le gouvernement actuel fait l'inverse ! L'appel demande que *"ces réponses doivent être soutenues par un nouveau cadre législatif et financier stable propice à l'investissement de long terme dans le logement social et abordable."* mais il me semble un voeu pieux dans la mesure où la politique actuelle crée bien un nouveau cadre législatif et financier mais au profit de la rentabilité financière, donc à court terme, du secteur en le privatisant rapidement.

Dans un troisième temps, l'appel de Lyon affirme que *"L'Union européenne doit être exemplaire : pour un plan d'action logement abordable 2019-2024"*

Je comprends que certains espèrent que l'europe change sur cette question du logement et sorte de la "concurrence libre et non faussée" qui est son principe. J'avoue avoir de gros doutes sur la possibilité d'une telle conversion au service public !

Mais en attendant des politiques européennes favorables au logement social, pourquoi ne pas mettre en avant des objectifs clairs et ambitieux à l'échelle de la France ? Combien de logements à construire par an, combien de logements privés à conventionner ? Combien d'attributions de logement ? De combien réduire la file d'attente ? De combien réduire le mal logement ?

C'est pourquoi, tout en partageant le contenu de l'appel de Lyon, j'ai décidé de ne pas le signer, pour privilégier les efforts pour faire connaître ["l'autre appel de Lyon"](#), celui des locataires, des demandeurs, et des forces progressistes.

[1] je remercie les organisateurs qui l'ont accepté et notamment Cédric Van Styvendael, directeur de EMH et président de Housing Europe, l'organisme européen des bailleurs sociaux

[2] dont de nombreux internationaux, ce qui a conduit à se demander s'il ne fallait pas une version en anglais du texte....